

## LE KURDISTAN IRAKIEN EN PREMIÈRE LIGNE FACE À DAECH

### Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire d'amitié France-Irak au Kurdistan

21 au 25 novembre 2016

Une délégation du groupe d'amitié France-Irak composée de M. Bernard Cazeau, Président, et de Mme Nicole Duranton, membre du groupe, s'est rendue au Kurdistan irakien du 21 au 25 novembre 2016.

Elle s'est d'abord déplacée à **Erbil**, la capitale de la Région autonome, où elle s'est entretenue avec le Président de la Région, M. Massoud Barzani, le Premier ministre, M. Nechirwan Barzani, le Vice-premier ministre, M. Qubad Talabani, ainsi qu'avec M. Jaafar Ibrahim, Vice-président du Parlement, et M. Fallah Mustafa, Directeur des relations extérieures. Elle a également visité le site de l'Institut français du Proche Orient dans la citadelle d'Erbil, le camp de réfugiés Al-Amal, ainsi qu'un camp de déplacés mis en construction par la société Logelis sur un financement de l'Œuvre d'Orient. Elle s'est aussi rendue dans un camp d'entraînement des combattants kurdes d'Irak, les Peshmergas.



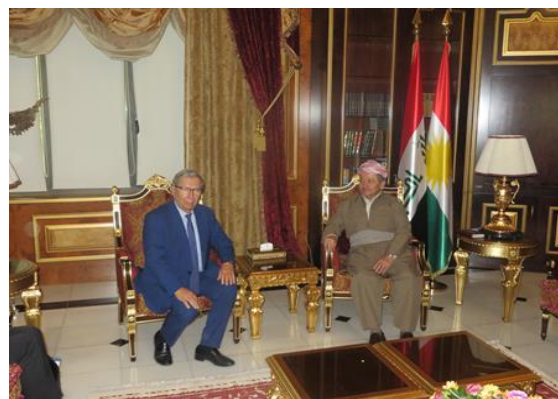
*Visite d'un camp de Peshmergas*

Elle a ensuite gagné **Souleymanieh**, où elle a été reçue par Mme Hero Talabani, ancienne Première Dame d'Irak, coordinatrice du bureau politique de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Elle a également rencontré une délégation du bureau de l'UPK et des représentants du parti Gorran, le « parti du changement ». Elle a visité l'École française Danielle Mitterrand, le musée de Prison rouge-musée de l'Anfal et a participé à la cérémonie de clôture d'un stage de formation pour démineurs.

### I. Le contexte de la mission : le début de la bataille de Mossoul

La délégation sénatoriale s'est rendue au Kurdistan irakien un peu plus d'un mois après le début de la bataille de Mossoul, une étape décisive dans la lutte contre Daech et la reconquête du territoire irakien.

Elle a rendu hommage à la valeur et au courage des Peshmergas qui ont joué un rôle décisif en engageant la bataille, le 17 octobre. Le Président Barzani et les membres du Gouvernement ont exprimé leur reconnaissance à la France pour sa participation active à la coalition et pour l'appui qu'elle a apporté, très tôt, aux forces kurdes. Les représentants de l'opposition ont en outre tenu à remercier la France pour le soutien qu'elle accorde aux Kurdes de Syrie dans leur lutte contre Daech.



*Entretien avec le Président Massoud Barzani*

Au cours de son entretien avec la délégation, le Président Barzani a indiqué qu'en une dizaine de jours, les Peshmergas avaient rempli leur mission en reprenant à Daech les villages de la périphérie de Mossoul, au prix de pertes significatives dans leurs rangs : environ 1 500 morts et une dizaine de milliers de blessés. Conformément à l'accord passé avec le Gouvernement de Bagdad, ils se limiteront désormais à tenir les positions conquises.

Une fois Mossoul reprise, ils se replieront sur les territoires qu'ils contrôlaient avant le lancement des opérations. Du point de vue du Président et du gouvernement, les « territoires disputés » qui se trouvent en deçà de la ligne du 17 octobre seraient intégrés à la région autonome, y compris la ville de Kirkouk. En revanche, il faudrait laisser la possibilité aux villages situés au-delà de la ligne du 17 octobre de se placer, à leur choix, soit sous la protection des forces irakiennes, soit sous celle des Peshmergas kurdes.

Le Président Barzani a insisté sur le rôle joué par les Peshmergas dans la protection des minorités ethniques et religieuses, en particulier chrétiennes et yézidiennes.

## II. La question des réfugiés

Le Kurdistan irakien accueille sur son sol environ 1,3 million de réfugiés et de déplacés, un nombre considérable si on le rapproche de l'effectif global de sa population, qui avoisine les 5 millions d'habitants.

Au cours de son séjour à Erbil, la délégation s'est rendue au camp de déplacés Al-Amal qui accueille principalement des réfugiés issus des minorités chrétiennes et yézidiennes ayant dû fuir les zones tombées sous la domination de Daech.

Elle a également visité l'école Saint-Irénée qui accueille 560 enfants déplacés de Ninive ainsi que le camp de déplacés mis en construction par la société Logelis, sur un financement de l'Œuvre d'Orient. Environ 400 personnes y sont hébergées dans des logements construits à partir d'éléments démontables et transportables.



Constructions dans un camp de réfugiés

Les quelque 52 000 réfugiés qui sont parvenus à fuir Mossoul depuis le commencement de la bataille sont en revanche hébergés dans des camps situés à proximité de la ville et ne sont pas autorisés, pour des raisons de sécurité, à rejoindre Erbil.

## III. Les relations avec Bagdad

Le Président Barzani s'est rendu à Bagdad dans le courant de l'été avec des représentants du gouvernement, et le Premier ministre d'Irak, M. Haider al-Abadi, a effectué une visite à Erbil à l'automne. Cette reprise d'un dialogue constructif au plus haut niveau a permis de régler un certain nombre de questions militaires et politiques préalables au lancement de la bataille de Mossoul.

Pour autant, ces entretiens n'ont pas débouché sur un accord global qui aurait permis de résoudre les principaux différends en instance : l'avenir des territoires disputés (et notamment de Kirkouk), le partage des ressources d'hydrocarbures, la redistribution des ressources budgétaires de l'État irakien ou encore le financement des Peshmergas.

Au cours de son entretien avec la délégation sénatoriale, le Vice-premier ministre, M. Qubad Talabani, a dénoncé « *un embargo économique* » imposé au Kurdistan irakien par le gouvernement de Bagdad, et son refus de contribuer au financement des Peshmergas, qui constituent pourtant, au rebours des milices chiites, une force régulière, et participent à la bataille de Mossoul. Il s'est en outre alarmé du non transfert au Gouvernement du Kurdistan de la part des emprunts (17 % en principe) effectués par l'État central auprès des institutions de Bretton Woods, alors que la Région sera malgré tout solidaire de la dette ainsi contractée.

D'une façon générale, les membres du gouvernement régional rappellent la fragilité de l'État irakien : il n'est parvenu à un semblant d'unité que sous la férule d'une dictature brutale, et même après la chute de Saddam Hussein, il est resté trop centralisé. L'émergence de Daech, considéré par les interlocuteurs de la délégation comme « *une organisation irakienne* », témoigne de l'échec de cette construction politique qui n'a pas su intégrer les différentes composantes ethniques et religieuses du pays. Ils estiment d'ailleurs que « *l'Irak n'est pas sur le bon chemin* », si l'on en juge par les récentes dispositions relatives à l'interdiction de l'alcool ou au statut des femmes votées par le Parlement.

Le Président Barzani a estimé qu'il convenait d'évoluer vers une nouvelle relation « *de voisinage* » : indépendance ou éventuellement confédération. Les différentes forces politiques s'accordent à souhaiter que ce divorce se déroule à l'amiable et en accord avec le gouvernement fédéral. Les partis d'opposition, tout en appuyant l'objectif d'une indépendance qui est « *le rêve de tous les Kurdes* », se montrent cependant plus réservés sur sa réalisation concrète, estimant que le contexte actuel ne s'y prête pas.

#### **IV. La crise économique et financière**

Le Kurdistan irakien pâtit lourdement de la chute des cours du pétrole qui représente l'essentiel de ses recettes budgétaires. Il est frappé par une crise financière et économique que seuls les représentants de l'opposition ont évoquée ouvertement devant la délégation.

Malgré les économies drastiques qui ont été engagées, les dépenses restent supérieures aux recettes, notamment du fait de l'effort de guerre et de l'accueil des réfugiés. Si la solde des Peshmergas a été sanctuarisée, les traitements des 700 000 fonctionnaires ont subi des baisses qui s'échelonnent de 15 % à 75 % et ne sont plus versés depuis septembre 2016, entraînant des grèves, en particulier celle des enseignants qui ont refusé d'effectuer la rentrée scolaire, au risque, si une solution n'est pas rapidement trouvée, de faire perdre une année à l'ensemble des élèves.

Des travaux d'audit interne et l'introduction de la biométrie sont en outre conduits pour identifier les emplois et les retraités fictifs. Enfin, une privatisation des services d'électricité est envisagée mais nécessite des investissements importants.

#### **V. La crise politique et le blocage des institutions**

Le Kurdistan irakien jouit, au sein de l'État fédéral irakien, du statut de région fédérée, et ses institutions politiques sont consacrées par l'article 117 de la Constitution irakienne. Mais leur fonctionnement régulier est paralysé depuis l'été 2015 par une grave crise politique.

##### **A - Les institutions politiques du Kurdistan irakien**

Le **Président de la Région du Kurdistan** constitue la plus haute autorité de l'exécutif ; quoique le mandat de l'actuel président soit venu à échéance le 19 août 2015, celui-ci continue d'exercer ses fonctions, du fait du blocage des institutions, fort d'un important soutien international lié à la lutte contre Daech, dans l'attente des prochaines élections annoncées en 2017.

Le **Gouvernement Régional du Kurdistan (GRK)** était, à l'origine, un gouvernement de coalition associant les cinq principaux partis politiques ; mais la crise de l'été 2015 s'est traduite par l'expulsion du Gouvernement des quatre ministres issus de Gorran.

Le **Parlement** du Kurdistan comporte 111 parlementaires élus pour quatre ans au suffrage universel direct et secret. Un quota minimum de 30 % des sièges doit être pourvu par des femmes, et onze sièges sont attribués

aux différentes minorités. Sur les 100 autres sièges, 38 sont détenus par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), 24 par le parti Gorran, 18 par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), les 20 sièges restants se partageant entre cinq petits partis. Le parlement ne se réunit plus depuis la crise de l'été 2015.

##### **B - La crise politique ouverte lors de l'été 2015**

La crise politique trouve ses origines dans les divergences qui séparent les partis politiques sur l'adoption d'une constitution régionale, et plus particulièrement sur la nature du régime (présidentiel pour le PDK, ou parlementaire pour l'UPK et Gorran).

Le président actuel, M. Massoud Barzani, a été élu à cette fonction pour quatre ans par le parlement du Kurdistan le 31 janvier 2005, puis réélu au suffrage universel direct en juillet 2009. Son mandat, prorogé de deux ans en 2013 par le Parlement, est venu à échéance le 19 août 2015, sans que les partis politiques ne soient parvenus à un accord sur sa succession ou la prolongation de son mandat. Cette impasse a pris la dimension d'une crise ouverte lorsque le Président de l'Assemblée, issu du parti Gorran, a tenté d'obtenir, hors du consensus habituel, un vote de défiance contre le Président. Des troubles ont alors éclaté à Souleymanieh. En réaction, les quatre ministres issus de Gorran ont été exclus du gouvernement et le Président de l'Assemblée s'est vu interdire l'accès à Erbil, provoquant le blocage du Parlement.

Pendant le séjour de la délégation, le Président Barzani a pris l'initiative d'inviter les partis politiques à réactiver le Parlement en lui choisissant un nouveau président, et à trouver un accord le cas échéant, sur la formation d'un nouveau Gouvernement et le choix d'un nouveau Président.

Cette initiative, soutenue par son parti, le PDK, a reçu un accueil mitigé auprès des partis de l'opposition, comme a pu en juger la délégation lors des entretiens qu'elle a eus à Souleymanieh. L'UPK, qui n'avait pas encore pris de position officielle, semblait malgré tout plutôt ouverte à l'idée d'une réunion des partis. Gorran, en revanche, campait sur une position plus intransigeante et posait comme condition préalable une reprise des travaux du Parlement.

#### **VI. Les relations extérieures du GRK et les rapports inter-kurdes**

M. Fallah Mustafa, Directeur des Relations extérieures du GRK, a indiqué que le Kurdistan irakien s'attachait à développer des relations de bon voisinage avec les pays de la région.

Il a précisé qu'actuellement 36 pays avaient ouvert à Erbil des consulats généraux ou des représentations diplomatiques.

#### A - Les relations avec la Turquie

Le Kurdistan irakien a mis en place des relations étroites avec la Turquie, qui constitue le principal débouché extérieur de sa production pétrolière.

Le Président Barzani a jugé devant la délégation que ces relations restaient bonnes, même si elles ont été affectées par l'évolution récente du régime turc.

Au cours des différents entretiens, les interlocuteurs de la délégation, s'exprimant plus ou moins ouvertement, se sont cependant dits préoccupés par le risque d'une intervention turque sur le territoire irakien qui attiserait les rivalités régionales ainsi que les clivages ethniques et confessionnels.

#### B - La question du Rojava et des relations inter-kurdes

Dans ce contexte, la question des Kurdes de Syrie, de l'entité qu'ils tentent de constituer, le Rojava, et de ses relations avec le PKK turc, constitue un point de friction. Le PDK et les partis d'opposition (UPK et Gorran) n'en ont pas la même approche.

Les griefs que le Président Barzani et les responsables du gouvernement formulent à l'encontre du PYD peuvent se résumer ainsi :

- le PYD est un parti dont le « caractère totalitaire » s'est accentué et qui n'a su ni garder ses distances à l'égard du PKK, ni lui interdire l'accès à son territoire, suscitant l'inquiétude et l'hostilité de la Turquie ; en négligeant les avertissements que celle-ci lui avait signifié de ne pas franchir l'Euphrate, il s'est exposé à sa réaction ; les Kurdes de Syrie, qui ont déjà perdu 1 000 combattants, risquent de ne tirer aucun bénéfice de la prise de Manbij, pas plus qu'ils n'en tireront de leur participation à la bataille de Raqqa ;

- la présence dans la province du Sinjar, au Nord-Ouest de l'Irak, de forces du PKK et des YPG (Unités de protection du peuple) syriens est un facteur de tension avec le PDK, qui craint qu'elle ne finisse par provoquer une intervention turque.

Les représentants de l'UPK expriment un soutien plus marqué au Rojava dont ils soulignent le rôle décisif dans la lutte contre Daech.

Ils plaident pour que le Rojava bénéficie d'un appui international et puisse conserver les zones qu'il a reprises à Daech, et qui risquent sinon de retomber sous l'emprise des islamistes.

M. Lahour Talabani, chef du service anti-terroriste et de la Force 70 (les forces armées relevant de la région militaire de l'Est), a rappelé les liens de l'UPK avec les kurdes de Syrie. Il s'est réjoui de l'appui que leur apporte la France. Sans nier l'emprise du PKK sur le commandement des YPG, il en a relativisé l'étendue. Il a expliqué enfin que si les forces du PKK et les YPG étaient présentes dans le Sinjar (district situé dans le Nord-Ouest du pays), et s'étaient attirées la confiance des populations, c'est parce que, lors de l'offensive Daech en août 2014, les Peshmegas n'avaient pu défendre ce territoire et assurer la protection des Yézidis qui y vivaient. Il conviendra de laisser à ces derniers le soin de choisir à qui ils veulent à l'avenir confier leur sécurité.

M. Mala Bakhtyar, responsable du bureau politique de l'UPK, a souhaité qu'une action conjuguée permette de trouver une solution pacifique au problème du Sinjar pour éviter un conflit dont les Kurdes seraient les premiers perdants. Il a invité la communauté internationale à faire pression sur la Turquie pour que celle-ci cesse de faire obstacle à une solution fédérale en Syrie.

#### Composition de la délégation



**M. Bernard CAZEAU**  
Président du groupe  
Sénateur de la Dordogne  
(Socialiste et républicain)



**Mme Nicole DURANTON**  
Membre du groupe  
Sénateur de l'Eure  
(Les Républicains)

Composition du groupe d'amitié : [http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami\\_615.html](http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_615.html)